

2 mai 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours de M. François Mitterrand, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle de 1988, sur la construction européenne et le rôle éducatif, économique, technique et social de l'Etat, Strasbourg, Lundi 2 mai 1988.

Mesdames et messieurs,

- chers amis,

- Je vous remercie de votre accueil et il m'aide chaque fois que je vous rencontre, vous, ou ceux qui viennent à ma rencontre, de ville en ville et il m'aide à mener ce combat avec, au coeur, l'espérance et la force qui lui sont nécessaires.

- C'était pour moi une bonne entrée en matière que d'entendre, avant d'entrer sous ce chapiteau, Renaud chanter.

- Me voici de nouveau à Strasbourg, où je suis venu plusieurs fois au cours de ces sept dernières années, à Strasbourg, en Alsace, avec des climats mélangés, mais ainsi vont les choses.

- Je me trouve bien chez vous, chez vous dans cette capitale, capitale de l'Europe qu'ensemble, toutes forces françaises confondues, et c'est bien ainsi, nous avons défendue et que nous défendrons demain tout autant qu'hier.

- Il faut en effet que cette ville, dans cette région, garde son rôle, son rôle historique et connaisse à travers le temps qui vient le développement qu'elle mérite.

- Oui, je suis heureux de me trouver à Strasbourg, même si c'est un peu à l'écart de la ville, là où nous nous trouvons, et sans être sûr de pouvoir poursuivre ma visite comme j'aimerais le faire dans vos rues, à travers l'Alsace, le long de vos collines, retrouver cette richesse naturelle, cette splendeur des forêts qui sont menacées, mais dont la beauté est si rare.

- Vive l'Alsace, ai-je envie de dire pour commencer. Mais, je ne voudrais pas faire de jaloux, car il y a aussi, si j'en juge par les visages que j'aperçois, il y a aussi un peu de Lorraine par ici. On est venu d'un peu partout, même de Belfort.

- Ce sont des lieux de rencontre, et une campagne présidentielle ça sert aussi à cela, même quand ça dure un peu. Quand je pense à la manière dont on me pressait, il n'y a pas si longtemps, d'être candidat plus tôt. Comme s'ils avaient vraiment envie de me voir en face d'eux ! Alors, qu'est-ce que vous faites ? Qu'est-ce que vous attendez ? Est-ce que vous ne viendrez pas ? Vous avez peut-être peur de nous ?

- Quand j'y pense, quand je pense au sort de ce malheureux candidat `Jacques Chirac` qui, depuis quatre mois, arpente les grandes routes ! Et quand je pense à mon propre itinéraire, je dois dire que le 8 mai est bienvenu.

- Je ne sais si, à partir du 9, on aura tellement le temps de souffler à vrai dire ... enfin, c'est le peuple français qui décidera de cela comme toujours et j'attends cette décision.

- Je reviens donc à vous, mesdames et messieurs, chers amis, venus participer à cette réunion, à cette grande réunion, et je voudrais, c'est un premier sujet, vous parler un peu de l'Europe. C'est bien l'endroit où l'on peut en parler.

On vit ici de la vie alsacienne, de la vie de la France, mais aussi de la vie de l'Europe. On a dans l'esprit une certaine dimension, on sait ce que cela veut dire que l'horizon qui s'élargit, que la nécessaire rencontre entre les peuples, surmontant les passions, les querelles et les guerres, les

dramas et le sang. On a ici une telle connaissance de ces choses que l'on ne peut qu'aimer la paix, la concorde et l'amitié entre les peuples de l'Europe.

- Je vais, sans m'y attarder, vous expliquer à nouveau le lent processus qu'il faudra poursuivre et qui nous a menés jusqu'ici depuis cette date du mois de mai, le 7 mai, il y a quarante ans - j'ai assez entendu parler de mon âge pour en mesurer aussi les avantages -. Eh bien, il y a quarante ans précisément, jeune député, j'étais à La Haye, avec les quelques parlementaires venus des pays qui, la veille, étaient ennemis, sous la présidence de Churchill et nous avons lancé les premiers serments pour parvenir à surmonter les antagonismes historiques, les haines, il faut le dire, le souvenir encore récent des deuils et des chagrins, les déchirures de nos familles, la destruction d'un monde ancien sous la poussée d'idéologies que l'on croyait à jamais disparues et dont on aperçoit, ici et là, des résurgences.

- Vous savez, trois ans tout juste après une guerre mondiale, quand on en fait le compte, il fallait que les inspirateurs, dont je n'étais pas, de cette réunion eussent la vue longue et l'idéal ancré dans l'esprit, la volonté de dépasser l'histoire. Ce n'est pas si commun.

- Eh bien, on va célébrer cela samedi prochain. J'y serai, point d'orgue involontaire de cette campagne présidentielle qui lui donnera sa signification.

- Il y avait à l'époque des hommes comme Schumann, Jean Monnet, mon compatriote de Charente, comme dirai-je, de mon canton, il y avait Adenauer, il y avait Gasperi, il y avait tous les autres et le travail a commencé.

- qu'en 1957, quelques années plus tard, on signait à Rome le traité fondamental à partir duquel a pris naissance, a pris corps, l'idée d'auparavant, cette idée vague qui traînait depuis quatre siècles d'une Europe enfin rassemblée et qui semblait rangée parmi les illusions perdues.

- Cela fait trente-et-un an... cela vous paraît long, sans doute, vous, très jeunes, qui êtes devant moi, mais sur le -plan de l'histoire, ce n'est rien, le temps d'un soupir pas davantage, une, deux, trois générations, et l'Europe est partie du bon pied, parfois rencontrant en chemin de rudes obstacles et ne sachant les surmonter. Il fallut attendre, attendre encore avant de pouvoir dessiner les structures nécessaires, autour de Strasbourg notamment, où germaient les espérances nouvelles. Et voilà que lorsqu'on a parlé de se doter d'un parlement européen - même si on emploie ce mot parfois au pluriel - des assemblées européennes, accorder des droits comme dans chaque état où la démocratie s'affirme. Il faut un exécutif, des gens qui décident, mais il faut des parlementaires, des gens qui contrôlent et qui, le cas échéant, inspirent.

- Ainsi, peu à peu, l'Europe est devenue véritable structure et dans cette ville il a fallu bâtir, aménager, créer. Il reste encore beaucoup à faire. Le rang de capitale est souvent difficile à tenir, mais je vous y invite, chers amis, car Strasbourg nous vaudra de nouveau, siècle après siècle, un grand destin.\

On s'est attaqué ensuite, après une longue période où cette Europe a piétiné, à d'autres problèmes, avec une esquisse de monnaie européenne, qui reste encore très incertaine, une agriculture commune, dont l'agriculture française a beaucoup profité, même si aujourd'hui certaines questions se posent. Et j'ai voulu moi-même, après avoir demandé que cette Europe, la nôtre, fût élargie vers le Sud, du côté de l'Espagne et du Portugal, afin que la France se retrouve au centre de l'Europe en question, afin aussi que l'Europe de l'histoire, de la géographie, de la culture, se trouve enfin rassemblée, afin aussi qu'après d'autres étapes que je ne puis encore imaginer avant la fin du siècle, ou au début de l'autre, entre l'Est et l'Ouest de l'Europe, se bâtissent de nouvelles constructions et de nouveaux dialogues, comme je l'espère, comme je le veux, tant est artificielle la coupure née de la dernière guerre.

- Supposons que Strasbourg soit organisée et prête à recevoir ces nouvelles alluvions, alors quel destin, chers amis ! Oui, capital de l'Europe qui ne serait pas seulement l'Europe mutilée des lendemains de Yalta, l'Europe soumise à la décision des deux empires, l'Europe abandonnée, sans pouvoir jamais décider pour elle-même. Aussi vous ai-je écrit pendant cette campagne, à la manière du Roi de Piémont clamant ses volontés aux peuples italiens : l'Italie se fera elle-même, soyez sûrs que personne ne nous aidera. L'Europe se fera elle-même ou ne se fera pas.

- Mais il faut bien se dire que toutes ces constructions autour de nous, construction économique,

monétaire, agricole, technologique, ce fameux Eurêka, qui signifie en vérité l'alliance de toutes les industries de pointe, des hautes technologies en Europe pour savoir résister à l'invasion japonaise ou bien américaine. Quoi ! En Europe, on ne serait pas capable de rassembler savants, techniciens, ingénieurs, travailleurs de toutes sortes ? On ne saurait pas tirer de leur science, de l'esprit et des mains, un capital comparable à celui qui nous vient aujourd'hui d'un extérieur lointain ?

- Quoi ! Nous ne serions pas en mesure de nourrir et de produire pour 320 millions d'habitants la substance qui fera d'eux, non pas comme une ambition de conquête, mais comme une volonté de survivre, et de survivre honorablement, et de valoir les autres sur la scène du monde ? La première puissance commerciale du monde, c'est déjà fait.

- La première puissance agricole, la première puissance économique, la première puissance industrielle, la première puissance technologique... Quand nous en serons là, comme on dit : on pourra causer.

- Même si, je le répète, les propos que je tiens n'obéissent à aucune volonté qui puisse correspondre à un sentiment de domination quelconque, ce serait déjà bien d'exister sur la planète, de ne pas être écrasés par les poussées démographiques, de ne pas être distancés par les aspirations et la puissance qui, sur les continents, aujourd'hui s'affirment de plus en plus. \ Bref, nous Français, dans l'Europe, vous Alsaciens dans la France, nous tous sur la planète, en relation directe avec un tiers monde qui ne peut pas rester davantage ce fossé qui s'élargit plus profond qu'un océan, ces milliards d'être humains abandonnés à la famine, aux rigueurs des climats, le froid, le soleil, la poussière, la destruction de la forêt, sans aucun revenu, les pauvres du monde, mais les pauvres innombrables, avec la colère qui monte en face de ces pays riches qui ne font rien et qui n'ont rien compris, car le développement du tiers monde, c'est le nôtre.

- Voici tous ces pays industriels avancés qui se croient intelligents et qui ont enfermé le monde dans une concurrence entre eux, où chacun fabrique les mêmes choses, les fabriquera aussi bien, les distribuera aussi vite, les vendra au même prix, de telle sorte que, finalement, personne ne vendra rien à personne. On n'en aura pas besoin.

- Le développement du tiers monde, c'est le nôtre. J'ai fait valoir ici un argument très égoïste, mais puisque c'est le seul que peuvent encore entendre les gens de l'Occident, que l'on croyait portés par d'autres valeurs de civilisation enracinées dans le plus lointain de l'Histoire, puisque c'est le seul argument qui porte, je l'emploie avec le regret de ne pouvoir en employer un autre. Comment peut-on laisser périr, ou mourir sur place ces femmes, ces hommes, ces enfants par millions, ces hommes et ces femmes par milliards, sans même songer à tenir la main, à former la chaîne des solidarités hors desquelles il n'y aura d'avenir pour personne !

- Mais il est vrai que la France, qui a gardé valeur d'incitation, qui est le pays industriel du monde, le premier, à fournir une aide aux pays pauvres - le premier, nettement devant ceux qui le suivent, je veux dire l'Allemagne fédérale et le Canada, et très loin devant ceux qui sont à la traîne, les Etats-Unis d'Amérique et le Japon - la France est le premier pays industriel du monde, en dépit de ses défaillances, de ses hésitations, de ses piétinements, la France est quand même encore aujourd'hui le premier pays industriel du monde à avoir compris de quoi serait fait l'avenir ! Eh bien ! Il faut continuer !

- Cela fait maintenant des années que je le clame partout, sur toutes les tribunes internationales, après d'autres \ je ne suis pas le premier à l'avoir fait. Je suis allé à la tribune des Nations unies pour demander qu'enfin on réussisse à coupler, si je puis dire, les économies à faire sur l'armement et le développement. Quand on vient très sérieusement à désarmer - je vous en dirai un mot tout à l'heure - : c'est bien le moins qu'on associe désarmement et développement.

- Mais voilà que l'environnement humain, l'environnement politique se prête peu à ces choses ou à ces perspectives. Il faut donc sans cesse essayer de convaincre, défendre bien entendu ce qui nous paraît juste, ne pas se laisser entraîner dans cette politique cynique qui se résume simplement dans une politique du profit immédiat.

- A partir de Strasbourg, capitale de l'Europe, on commencera à dessiner, si vous le voulez, et si la France toute entière le veut, une nouvelle géographie du monde. \

le sais qu'on en discute beaucoup, précisément d'environnement ici. Et il faut dire, si je puis

Je sais qu'on en discute beaucoup, précisément, d'environnement, ici. Et il faut dire, si je puis m'exprimer d'une façon aussi commune, que vous êtes servis ! Vous êtes servis avec Bâle à côté de vous, nous étions déjà servis avec Tchernobyl, vous êtes servis avec la pollution du Rhin, et il est vrai qu'il y a quelque tristesse à considérer que ce lieu mythique de l'Europe romantique est devenu comme un égout de notre Europe industrielle. Si je vous en parle, c'est en connaissance de cause et en sachant fort bien les discussions qui vous opposent sur le meilleur moyen de s'y prendre. Je n'ignore pas ce débat, c'est-à-dire : faut-il délivrer là-bas les pays les plus lointains, vers l'embouchure, de la pollution dont ils souffrent, pour que vous en souffriez vous-mêmes davantage ?

- C'est un problème difficile qui a fait l'objet d'accords internationaux avant même que je ne fusse élu Président de la République, c'est-à-dire avant 1981, mais quelle que soit la réponse à apporter il est sûr que si les pays riverains ne s'organisent pas davantage pour sauver cet axe majeur de l'histoire et de l'économie de l'Europe, alors d'immenses dommages s'étendront tout le long des rives du Rhin.

- Et quand je vois l'Alsace, quand j'observe les menaces qui s'accumulent au travers de ce que l'on appelle les pluies acides, par exemple, et l'Europe - encore l'Europe - en a beaucoup parlé pour créer précisément la structure européenne de lutte contre les dommages de l'environnement, avec cette nouvelle législation sur les automobiles et le plomb dans l'essence, avec la sauvegarde de la forêt qui meurt à vive allure...

- Je suis allé voir la forêt vosgienne, on aperçoit déjà la contagion de la forêt rhénane ou de la Forêt noire, il n'y a pas de frontières pour cela, et déjà les pays scandinaves se plaignent de ressentir les premiers effets de ce qui provient de si loin, je veux dire du centre de l'Europe. Bref, il y a de quoi faire, il y a de quoi faire pour sauver les hommes et il y a de quoi faire pour sauver la nature.

- On peut discuter sur les réponses à apporter. L'important est qu'on s'interroge. Il en va de même pour toute question qui relève de la philosophie, de la morale. On n'a pas la même réponse, on n'a jamais la même réponse, l'humanité est faite comme cela ! Les esprits s'enflamment, vont vers les croyances qui leur chantent je ne sais quelle musique à laquelle ils sont plus sensibles... Toutes choses sont différentes. Et pourtant, il y a dans la démarche qui est la nôtre une volonté d'unité, dès lors qu'on s'interroge. Il faut s'interroger sur la manière de sauvegarder la nature alentour - et nous en sommes, de la nature, nous-mêmes - il faut savoir que c'est un impératif majeur, même si les savants, les techniciens, les praticiens continuent de débattre sur le meilleur moyen d'agir.

- L'interrogation, s'interroger soi-même sur soi-même : il n'est pas d'autres philosophie de progrès, croyez-moi, dans ce domaine comme dans les autres.\

Mais je voudrais maintenant, mesdames et messieurs, aborder un troisième sujet que je traite dans d'autres endroits - mais compte tenu de la situation de l'Alsace, il me semble que cela doit vous préoccuper - je veux parler de l'emploi.

- Après avoir beaucoup réfléchi à ce sujet, après en avoir discuté, sans avoir toujours exactement fixé le sillon du raisonnement, je tiendrai ici, devant vous, à déterminer ce que doit être le rôle de l'Etat, de la collectivité nationale. Pour réveiller les énergies nationales sur le -plan de l'économie et pour permettre à la France de supporter la concurrence qui, comme vous le savez, se verra désormais dépourvue de toute frontière à l'intérieur de la Communauté des Douze, et ceci avant même cinq ans, le 31 décembre 1992. Il faudra que les Français soient assez équipés pour n'être pas comme une zone d'aspiration des intérêts, encore étrangers, comme si la France n'avait plus le moyen, à son tour, d'acquérir des parts de marchés, de montrer ses talents, de faire valoir ses qualités.

- Cette date de 1992, c'est une date qui prendra place dans l'Histoire, il ne faut pas la manquer. D'où la nécessité pour moi de m'adresser au peuple français dans le -cadre des responsabilités que j'exerce encore aujourd'hui, que j'exercerai peut-être demain, afin de vous inviter à vous rassembler sans perdre un jour, à rassembler vos forces et vos talents, à y croire, à vouloir le croire.

- J'ai bien réfléchi sur ce rôle de l'Etat. Je crois qu'on accuse trop sévèrement les gouvernements,

y compris ceux qu'il m'est arrivé de combattre - enfin, cela, c'était dans le passé - ou de contredire - cela, c'était dans le présent ! On a un peu trop tendance, voyez-vous, lorsque l'économie lève le pied, à se retourner du côté du gouvernement pour dire : "Mais, comment cela se fait-il ! Cela va mal ! On n'a pas vendu tout ce qu'il fallait vendre ce mois-ci ! On est en train de plonger ! L'année a été désastreuse "...)

Je pense que c'est un peu trop facile, parce qu'après tout quel est donc le rôle de l'Etat ?

- Il est, mes chers amis, d'abord éducatif. C'est à l'Etat aujourd'hui, aux régions et aux départements, c'est à la puissance publique dans sa diversité de former les filles et les garçons, les jeunes filles, les jeunes gens, qui demain seront la ressource humaine à partir de laquelle notre économie sera modernisée. Sans l'Etat, sans cette puissance publique abstraite au nom de laquelle je m'exprime, impossible à l'entreprise de se tirer d'affaire. Elle doit pouvoir rencontrer des jeunes gens formés pour maîtriser les secrets de la matière, maîtriser l'instrument des hautes technologies, être capable aussi d'inventer, de créer chez nous ce qui marche si bien ailleurs.

- Le rôle de l'Etat, c'est d'abord de former et d'éduquer en diversifiant tous les modes d'enseignement, de culture générale, de culture technique, d'enseignement professionnel. Et de faire que tout jeune muni de ses diplômes, qui ne lui servent à rien si c'est pour déboucher sur le chômage, soit en mesure de trouver une économie ouverte, capable d'offrir des emplois parce que l'entreprise marchera bien, ou du moins marchera mieux.

- Et elle marchera d'autant mieux qu'elle disposera de personnel de tous âges formés aux disciplines modernes.

- Voilà. Cela, personne ne peut le faire à la place de l'Etat et j'observe que, dans tous les pays du monde, y compris dans ceux qui se disent les plus libéraux - je pense aux Etats-Unis d'Amérique - la recherche, des entreprises capitalistes les plus importantes - faut-il citer, par exemple, Boeing - est assurée à 73 % par les crédits publics. En France, combien d'industries ou de groupes industriels puissants ne vivent, quant à leur recherche - et c'est la recherche qui leur assure leur avenir - que sur fonds publics ? Je pourrais en citer beaucoup. De telle sorte que lorsque je propose, au nom de mes amis comme en mon nom personnel, une sorte d'économie mixte entre la présence de l'Etat, les indications du Plan et la réalité du marché, je crois exprimer la vérité moderne de cette fin de siècle en Europe.)

Encore faut-il que la puissance d'inventer soit intégralement respectée. J'ai cité dans d'autres assemblées de ce type, le cas de ce chercheur, de ce chercheur en médecine, qui se trouvait à Dijon, que j'ai connu il y a longtemps puisque j'appartenais à la Région de Bourgogne, et qui me disait : "Je dois maintenant quitter cette région parce que je n'ai pas de laboratoire. Alors, je monte à Paris", et que je retrouvais à Paris où, après des années, locataire, chassé de mois en mois des laboratoires poussiéreux qu'on lui prêtait de temps à autre, il m'a dit : "Eh bien, voilà, moi j'aime mon métier, je veux l'accomplir, j'ai quelques idées dans la tête, je pars pour la Californie". Je l'ai retrouvé, quatre ans plus tard. Il était Prix Nobel à Stanford.

- Eh bien, je pense que cela ne devrait plus être possible demain si nous consacrons d'abord à l'éducation nationale, les milliards - quelque 40 milliards d'ici à 1992 - qu'il faudra bien prendre ailleurs, sans augmenter les charges, ni les impôts, sans quoi nous serions étouffés.

- Alors il faudra choisir. C'est Mendès France qui disait il y a bien longtemps : gouverner, c'est choisir. Il faut souvent du courage, il faut choisir les préséances, l'ordre des priorités, et moi, je veux placer au premier rang, avec l'éducation nationale, la recherche, je veux dire la recherche scientifique.

- Il existe la recherche privée, encourageons-la. Je l'ai dit, c'est ce que nous faisons. Mais sans la recherche publique, sans des instituts spécialisés, des institutions comme celles que vous connaissez, aussi bien l'INSERM que l'INRA, le CNRS, qui s'étiolent aujourd'hui faute de crédits depuis deux ans, il ne nous sera pas possible de mener à bien notre action.

- Former, éduquer, chercher, et c'est en cherchant qu'on trouve, même si Pascal s'est exprimé sur ce sujet d'une façon un peu différente. Je ne parle pas du juge là ! Il faut créer les conditions générales - cela est du ressort de l'Etat - d'un équilibre qui permette au pays d'affronter la compétition internationale pour la gagner.)

C'est encore le rôle de l'Etat de veiller à ce que l'inflation diminue, c'est-à-dire que la hausse des prix diminue. Nous ne sommes pas encore au moment où il n'y aura plus du tout de hausse des prix, mais elle diminue. Nous l'avons trouvée en 1981 à près de 14 % d'augmentation par an. Nous l'avons ramenée en 1986 à 3 % par an, dans un régime de croisière qui devait nous conduire, un peu plus tard, à 2,5 %. Nous avons même pendant plusieurs mois rétabli la parité avec l'Allemagne fédérale toujours désignée comme modèle. Et, je dois le dire, après une année 1986 un peu chaotique, l'année 1987 a permis de reprendre le fil. C'est un domaine dans lequel la continuité s'est heureusement exercée, puisqu'aujourd'hui l'inflation française se trouve accrue d'environ 2,5 % d'une année sur l'autre.

- Eh bien, c'est le rôle de l'Etat que de persévérer et de permettre à la France d'aborder dans des conditions égales la concurrence avec ses plus puissants voisins, dont celui qui se trouve à nos portes, je veux dire l'Allemagne fédérale.

- Je tiendrai le même raisonnement pour le crédit ou pour les changes. On nous a jeté à la figure la liberté des prix, du crédit, des changes. Mais, qui donc les avait mis en prison, sinon les équipes dirigistes issues de la bourgeoisie dominante ? Qui avait fait de l'Etat leur domestique préféré ?

- Etrange spectacle, je dois dire, que de voir des socialistes dénouer fil à fil le réseau de Lilliput, plus puissant qu'un géant, installé par les soins d'une bourgeoisie perpétuellement cooptée depuis le début du XIX^{ème} siècle, avec de temps à autre quelques alibis : ces pauvres qu'on allait chercher, à la manière du Général Drouot lisant à la lumière du four à pain de son père, apprenant à s'instruire. Voilà un bel exemple qui a pu servir pendant un siècle pour s'épargner de faire encore d'autres efforts.

Eh bien non ! Le rôle de l'Etat, c'est de veiller à ce que chaque enfant dispose de l'égalité des chances à partir de la maternelle, pour que soit créé un milieu culturel égal pour tous.

- J'ai déjà donné des exemples, j'en ai vécus, j'en ai connus. Quelle que soit l'origine de l'enfant, s'il se trouve dans un milieu éducatif formateur, où l'on s'intéresse à son intelligence et à son caractère & si l'on considère qu'il n'y a pas a priori à établir de différence entre les intelligences par rapport à son origine & si l'on veut à la fois promouvoir toutes celles et tous ceux qui demain feront la France, alors il y a égalité des chances.

- Et il faut que cette égalité se poursuive au delà des études secondaires et des études supérieures et que l'on ne laisse pas à la traîne, par ici, dans un coin, qui donc ? Les jeunes filles, les jeunes femmes qui se sont que rarement formées pour les métiers qu'elles font et qui étant sous-formées seront naturellement sous-payées lorsqu'elles trouveront un emploi. Elles fourniront les trois quarts des smicards, comme c'est le cas aujourd'hui, elles seront les premières à chômer, comme c'est le cas aujourd'hui. Et comme elles avaient les petits salaires, elles recevront les petites allocations.

- Quoi ? Il ne faut pas sortir de ce cycle infernal ? Quoi ? Nous ne parlerions pas contre les exclusions ? La liste est longue et je ne suis pas resté très discret sur ces choses. Ayant fait le tour de toutes ces exclusions, nous n'irions pas corriger cette inégalité qui sépare ici les filles et les garçons, qui ne leur donne pas les mêmes chances, à 18 ou 20 ans ?

- Là aussi, c'est une urgence. Tout le monde y gagnera. Quand une femme a la double obligation d'élever ses enfants - cela peut arriver aussi à l'homme, mais le cas est plus général pour la femme - et de travailler quand même à l'extérieur, un Etat civilisé doit faire ce qu'il convient de faire pour que toute femme ait la liberté du choix à sa convenance, selon ses goûts et non pas selon ses moyens.

- Tout cela, c'est l'Etat qui peut le faire. C'est l'Etat qui peut inviter les partenaires salariaux à se rencontrer, qui peut décider le principe par la loi - c'est ce que nous avons fait en 1983 avec la loi Roudy - et veiller à son application, de l'égalité professionnelle des hommes et des femmes, puisqu'à qualification égale, la moyenne générale en France veut que les femmes perçoivent des salaires de 15 % inférieurs aux salaires des hommes...

- Epargnez-moi, je vous en prie ! Je vous le signale. Vous avez raison de vous fâcher contre un adversaire mythique qui serait loin d'ici, qui penserait que la meilleure des sociétés serait encore celle dans laquelle les vieilles hiérarchies devraient être préservées, pour pouvoir justement

celle dans laquelle les vieilles hiérarchies devraient être préservées, pour pouvoir justement permettre à ceux qui ont vocation à diriger les autres de garder jalousement leurs privilèges.

- Moi, je suis, et nous sommes, pour l'égalité professionnelle, pour l'égalité des chances, et nous refusons les privilèges, et d'abord les privilèges de l'argent.\

Mais si l'Etat a des devoirs, éducatifs, je vous l'ai dit, économiques, je vous l'ai dit, il a aussi des devoirs techniques. Il doit mettre en mesure chaque femme, chaque homme, chaque groupe de femmes et d'hommes, des villages jusqu'aux grandes villes, chaque département, chaque région, de posséder le moyen de s'équiper, et si je pense à l'Alsace, par exemple, de s'équiper en moyens de communication pour être capable non seulement d'être au centre politique, comme je l'ai dessiné pour commencer, mais aussi pour être en mesure de recevoir de l'Europe tout entière ceux qui vont passer par là, pour servir de lieu de passage, et pourquoi pas, de lieu d'arrêt.

- Eh bien cela regarde l'Etat de créer le plus vite possible - c'est cher, mais cela rapporte et cela rapporte plus encore qu'on ne le croit - les lignes de TGV qui de Paris à Strasbourg se dirigeront vers l'Europe centrale, vers Francfort, Munich et la suite. Comme déjà un TGV occupe le Sud-Est, comme un autre se dirige vers l'Ouest et le Sud-Ouest, comme un autre ira rejoindre le tunnel sous la Manche que j'ai voulu, dont j'ai signé la création avec Mme Thatcher, un jour que nous étions de compagnie, et de bonne compagnie, dans la bonne ville de Lille avec Pierre Mauroy.

- Eh bien, il faut, dès maintenant, dessiner la ligne qui conduira de Paris à Strasbourg et qui fera de votre ville, ou plutôt de votre région, un lieu central pour celles et ceux qui viendront de plus "loin, je le répète, là-bas... là-bas... pour buter très vite sur une frontière où s'élève encore un mur `Berlin`, du moins moralement. Mais ce mur, un jour, plus tôt que vous ne le croyez, sera franchi et de nouveau vous vous trouverez porteurs de l'espérance européenne.\

Il incombe encore à l'Etat d'adopter les lois sociales sans lesquelles aucun progrès ne sera durable. C'est quand même le Front populaire en 1936 qui a créé l'événement moderne en instituant, en quelques semaines, un arsenal de lois qui ont changé le visage de la France comme on ne l'avait pas fait pendant les siècles précédents. Nous avons le même devoir et je pense que les gouvernements de 1981 et la suite n'y ont pas manqué, en s'inscrivant dans la trace, dans le sillon de leurs aînés.

- Il faut adopter des lois sociales. Ce sont les lois Auroux qui ont permis le dialogue au sein de l'entreprise - et quel dialogue ! - de façon que chacun discute à l'intérieur de l'unité de l'entreprise, du travail, des conditions de travail, de l'aménagement du temps de travail, de l'information économique dont a besoin le comité d'entreprise, et pourquoi pas demain - soit au plan de l'entreprise, soit dans la branche - pourquoi pas demain, négocier avec les partenaires d'en face de quelle manière devraient s'opérer désormais les licenciements, abandonnés maintenant au libre choix du chef d'entreprise sans qu'on puisse davantage en débattre.

- Il ne faut pas siffler le chef d'entreprise, on en a besoin aussi, il faut siffler l'absence de dialogue. Il faut se fâcher contre le refus du dialogue : il faut organiser le dialogue, et c'est pourquoi, si les partenaires sociaux s'y refusent, je veux dire s'ils ne sont pas tous d'accord, alors c'est à l'Etat qu'il incombe de décider. Mais il ne fera jamais mieux qu'inciter ces partenaires sociaux à développer la politique contractuelle, à partir de laquelle vraiment le droit avancera. La politique contractuelle, ce sont ces partenaires-là, qui savent de quoi ils parlent. Pourquoi toujours se substituer à eux ? Nous l'avons fait nous-mêmes, on ne fait pas le bonheur des gens malgré eux, on ne connaît pas l'intérêt comme celui qui en vit. On ne peut pas dessiner les perspectives de l'avenir comme si nous-mêmes étions installés sur ce chemin-là.

- Il appartient aux travailleurs de débattre eux-mêmes de ce qui leur convient.\

Je le répète, dans combien de domaines l'Etat est-il nécessaire, notamment pour assurer la protection sociale ? C'est là que j'en viens... à la défense qu'il faut placer au premier rang de nos combats futurs, à la défense de la sécurité sociale.

- Je vous prends à témoin. La sécurité sociale, qui a été instituée en 1945, après 25 ans d'organisation encore timide, qui devait aboutir par le moyen des assurances sur ce grand droit conquis après un siècle de luttes, le droit à la sécurité, conquête ouvrière, conquête des mutualistes, conquête fondée sur le principe suivant lequel chacun, riche et pauvre, pauvre et riche, chacun doit contribuer selon ses moyens, et recevoir selon ses besoins. Il ne faut pas

s'écarter de cette règle.

- Que d'entorses depuis 1945 ! Mais le système reste debout malgré les menaces qui se précisent, et l'on voit bien apparaître ici et là, dans les coins, quelques assurances privées qui après avoir expliqué que la sécurité sociale pouvait être en faillite, n'en seraient pas moins tout aussitôt preneurs.

- C'est donc qu'il y a par là quelques gisements où certains pourraient continuer à espérer gagner, gagner toujours, gagner... Je ne crois pas que l'on puisse en vérité faire autre chose ou faire quelque chose de mieux que cette solidarité nationale autour d'une sécurité sociale qui ne connaît ou qui ne veut connaître ni riches, ni pauvres.

- Et qui prétend marcher du même pas pour que devant la maladie, l'accident, la vieillesse, dans ses charges de familles, chaque Française, chaque Français se sente soutenu par la nation tout entière. Eh bien cela, c'est encore l'Etat.

- Quand on fait la liste des droits, des droits conquis, souvent de haute lutte, à travers les trois révolutions industrielles - c'est-à-dire depuis la fin du 18ème siècle, nous en sommes à la troisième - quand on voit le chemin conquis, mais si durement au -prix de tant de souffrances, et tant de désespérances, par des générations d'hommes et de femmes qui ne connaissaient, qui n'ont rien connu d'autre que la misère, qui n'ont pu jamais que comparer l'inégalité des conditions humaines, qui ont pu cesser de croire dans la beauté de la vie, qui n'avaient rien d'autre que la fermeture de tout horizon, qui ne débouchait sur rien £ eh bien cependant, dans le sein de cette classe-là, assez d'hommes et assez de femmes de courage, de talent et d'imagination ont entraîné des foules mouvantes, des foules souffrantes jusqu'à la conquête de leurs droits.

- Ce n'est pas fini... Ce n'est pas fini, mais en 1945, le droit à la sécurité, c'était la grande étape pour laquelle peut-être il fallait bien des drames et nous sortions d'une guerre mondiale... pour que chacun efface un moment ses intérêts particuliers et consente à rassembler autour d'une oeuvre nationale.\

Et puis le rôle de l'Etat, encore, pour la modernisation de l'économie - après que j'ai cité son rôle éducatif, son rôle économique, son rôle technique, son rôle social - tient aussi à ses décisions de politique extérieure. C'est-à-dire à ce qui se négocie avec les Etats étrangers, notamment à l'intérieur de la Communauté de l'Europe mais aussi, ce qui se discute dans des assemblées internationales, sur le commerce, ce que l'on appelle le GATT, qui se négocie actuellement en Amérique du sud, qui peut déterminer le sort de notre agriculture, de nos services, de nos normes industrielles, de cette négociation au sein de l'OCDE - l'organisation qui réunit les plus riches pays industriels du monde -. Tout cela est du domaine de l'Etat. La liste est longue.\

Il faut savoir que la modernisation de l'entreprise qui passe par toutes les conditions que je viens de décrire, passe aussi par la cohésion sociale au sein même de chaque entreprise. Les 100 entreprises les plus puissantes du monde, j'en avais la liste la semaine dernière £ et j'observais - et on me faisait observer - que près de 90 % d'entre elles étaient celles qui avaient aussi accompli la plus forte cohésion sociale £ celles qui avaient su associer tous ceux qui prennent part à la production, tous ceux qui ont apporté leur talent, parfois même leur génie, leur capacité de travail, leur patience et leur ténacité, les sacrifices aussi, oui, l'entreprise est à chacun. C'est le droit du partage et si le partage des responsabilités laisse à chacun le droit qui incombe selon sa capacité, le partage aussi du profit commun, on ne peut demander à des masses d'hommes de produire et de produire, de gagner et de gagner ... et oublier le moment venu que cet effort mérite salaire, mérite récompense, mérite partage. C'est la lutte contre les inégalités qui continuera à servir de ressort aux sociétés en marche vers le progrès.

- Alors je demande qu'à l'intérieur de chaque entreprise soit recherché ce dialogue, que du chef d'entreprise jusqu'au plus humble, tous soient formés aux disciplines de la concurrence nouvelle, que l'étude et la connaissance des langues soient beaucoup plus développés. Nous, Français, nous avons sur ce -plan beaucoup de retard et on doit le comprendre, dans un pays comme celui-ci où l'on sait bien que l'on vit au carrefour des cultures.

- Voilà, je voulais citer cela, même si ce n'est pas un sujet de grand rassemblement, parce que

nous sommes dans une campagne présidentielle où doivent être abordés les sujets sérieux, les sujets qui compteront pour l'avenir, qui comptent déjà pour le présent, et l'avenir, dites-moi... vous qui m'écoutez, l'avenir commence lundi prochain.\

Moi je ne suis pas de ceux qui disent, même si je vous gêne un peu, je ne suis pas de ceux qui disent : on va gagner. Je dis : il faut gagner ! C'est moins prometteur, mais c'est plus sûr ! On en a vu des équipes de football - je ne parle pas de la coupe du monde de football en 1998 - magnifiques sur le terrain, bourrées de vedettes, et se faire buter misérablement par des équipes de quartier parce qu'elles venaient pour gagner, mais elles ne voulaient pas gagner. Moi, j'aime mieux le parcours de Créteil ou le parcours de Sochaux. Je préfère cela au reste, parce que cela, ce n'est pas simplement le talent, c'est aussi la volonté, et quand la volonté s'allie à la capacité, alors personne ne résiste. Qui vous résistera, Alsaciens, Lorrains qui m'entendez ? Qui vous résistera ?

- Oh, je sais combien, particulièrement ici il faut dire que nos affaires n'ont pas toujours été flamboyantes ! Vous connaissez votre histoire. là, par ici... vous n'êtes pas encore tout à fait les premiers... ni moi non plus. Il y a du chemin à parcourir, c'est pour cela que c'est intéressant, et c'est même plutôt plus intéressant, que là où il n'y a qu'à se montrer pour que cela marche.

- Je serais plus satisfait par un résultat très fort en Alsace ou en Lorraine, je dois le dire - cela ne se ressemble pas tellement, mais de ce point de vue-là on n'est pas mieux partagé, ni là, ni là. Je serais plus satisfait par un bon résultat dimanche dans vos régions qu'ailleurs, où je connais, où j'ai la chance de rencontrer des foules prêtes, où la base culturelle, où l'histoire vécue, où l'affranchissement des esprits, les libertés déjà conquises font que nous nous trouvons immédiatement plus à l'aise.

- La victoire dans la main ! ... Là, cela reste à faire et je compte sur vous ! Combien de jours encore ? Quatre. Ne perdez pas une minute à partir de demain matin... et pourquoi pas ce soir et cette nuit ? Mais enfin, souvent, la nuit, on s'occupe d'autre chose ! Ne perdez pas une minute pour faire comprendre que du résultat de cette compétition démocratique beaucoup de choses dépendront - beaucoup, beaucoup plus qu'on ne croit - pour les années qui viennent. Je ne parle pas des miennes, sans quoi je sais déjà ce qu'on va dire : "il pense déjà à 1995 " Mais non, je n'y pense pas ! Mais, 1995, vous y serez, vous, en tout -état de cause, surtout vous, les plus jeunes. Il faut donc que nous tracions notre chemin jusqu'à la fin du siècle pour que l'autre gagne, s'ouvre dans une aurore, et que l'on ait envie, là comme ailleurs, d'imposer, toujours par la voie démocratique, les thèmes et les principes, les rêves parfois qui sont les nôtres. Chers amis, c'est du rassemblement des Français, non pas dans la confusion - on essaye parfois de me reprendre là-dessus - mais autour des valeurs démocratiques, très simples à définir, qu'on connaît bien. Il y a des jalons tout au long de l'histoire. Nous avons quand même vécu les luttes politiques et les luttes sociales et nous savons de quoi nous parlons. Nous vivons les luttes culturelles, cela vient de loin. Eh bien ! Notre devoir à nous, c'est de travailler aujourd'hui pour demain, et comme demain commence lundi matin, nous n'avons plus de temps à perdre !\ Voilà. Comme je vous le disais au début, il y a quatre mois, trois mois, deux mois, ils me réclamaient. Bon. Alors, je suis venu, mais je n'irai pas plus loin. Et si cela a dérangé mes plans personnels - car vraiment, je peux vous le dire, je n'y pensais pas et je ne le souhaitais pas - je me suis pris à l'intérêt de cette bataille politique. J'ai rencontré - rendez-vous passionnant - encore une fois la France. J'ai rencontré les foules de celles et de ceux qui n'ont jamais cessé de croire en l'espérance. Je les ai rencontrés & si j'en avais besoin, ils m'auraient réappris à croire.

- Et j'aborde la décision populaire de dimanche avec la confiance tranquille et le sentiment que si le peuple nous donne raison, alors nous ne perdrons pas de temps à nous réjouir, nous saurons que la tâche sera rude, mais nous le ferons avec le sentiment que nous devons le faire ensemble.

- Si je vous dis tout cela avant de conclure, c'est parce que j'ai la conviction profonde que l'amour de la France, notre patrie commune, doit nous inviter à réunir, autour des valeurs qui sont nôtres & qui sont de vraies valeurs, le peuple qui est le nôtre. Dans son immense majorité, il ne peut entraîner tout le monde, nous le savons bien. Nous respectons les autres quand ils méritent le respect. Nous ne voulons écarter personne, nous ne voulons pas faire la France pour nous : pas de chapeaux aux candidats, pas d'éliminations certaines. L'heure est venue où d'autres, qui ne sont

de classe aux sorcières, pas d'éliminations sectaires. Le neure est venue ou d'autres, qui ne sont pas des nôtres, sauront, je l'espère, nous rejoindre, nous convaincre de ce qu'il faut comprendre chez eux, mais se convaincre qu'il faut aussi tenter de nous comprendre. Mais cela ne peut se faire en commençant par laisser sur le bord de la route ce qui fait notre propre héritage.

- On ne peut pas attendre de nous que nous renions ce qui fait notre vertu et notre force, ce qui fait notre Histoire, et donc ce qui, à travers le passé, organise notre avenir. C'est dans la synthèse et non dans les séparations, c'est dans la synthèse que nous réussissons le destin de la France. Nous ne sommes pas toute la France, nous sommes de la France assez pour pouvoir - lorsque la France en décide, ou du moins les Français - parler en son nom. C'est ce que je fais depuis maintenant sept ans. Ce mandat s'achève, lui aussi, pour bientôt. Va-t-on recommencer ? Le faut-il ? Le voulez-vous ? Bien entendu, je connaissais votre réponse, mais cela fait du bien de l'entendre.\

Je suis d'abord fidèle à mes amis, je suis d'abord fidèle à ceux qui ont fait le même choix fondamental. Je leur demande, avec moi, d'avoir les yeux ouverts, les mains aussi, et de comprendre qu'à compter du moment où ils sont appelés à prendre part, avec moi, à la direction des affaires de la France, ils n'ont pas le droit, du moins a priori, de refuser tout concours qui s'offre honnêtement, dès lors qu'on ne nous demande pas de renoncer à ce que nous sommes nous-mêmes.

- Et puis, il y a tellement à faire plutôt que de se quereller, il y a tant de champs qui s'offrent à l'intelligence, à l'esprit, au cœur. Il y a tant d'aventures qui nous attendent, qui sont de belles aventures... Il y a tant de chemins aujourd'hui que nous sommes en mesure d'emprunter pour aller encore un peu plus loin sur les marches du temps qui vient. Et puisque vous m'encouragez, sur un ton familial qui m'étonne toujours, que le cercle de famille s'agrandisse ! Chacun y jouera son rôle, bien que vous m'ayiez prédestiné, il n'est pas sûr que ce soit ce qui me convienne le mieux, cela me regarde aussi. Mais que ce cercle de famille soit fort, uni, qu'il compte, de génération en génération, sur les chances du lendemain.

- Quand on croit à son pays, quand on croit aux principes que l'on sert, quand on croit à soi-même, quand on croit aux volontés du peuple auquel on appartient, qu'est-ce qui pourrait nous résister ? Voilà, mesdames, messieurs, chers amis, ce que j'avais à vous dire ce soir à Strasbourg. Je vous remercie d'être là, d'apporter votre concours, votre concours, votre énergie, votre enthousiasme et votre foi. Il me sera facile maintenant de vous dire :

- Vive Strasbourg !
- Vive l'Alsace !
- Vive la République
- Vive la France.\